

business »

monde au Qatar relève du pur profane : politique, économie, écologie. »

« Le grand vainqueur de cette Coupe du monde sera le pays qui dénoncera le plus activement l'ensemble des manquements perpétrés par le Qatar et non celui qui soulèvera le trophée », écrivait pour sa part, dans une carte blanche à *La Libre*, Samy Laarbaui, juriste, spécialiste de la diplomatie sportive du Qatar.

A ce jeu, la société civile a marqué des points. Avec des stratégies différentes. Pour le mouvement écologiste de désobéissance civile Extinction Rebellion, l'appel au boycott, même s'il n'est pas forcément suivi d'effets, conserve une charge symbolique inégalée en matière de mobilisation du grand public. Leur campagne « Carton rouge » scande un mot d'ordre aussi simple que pieux : « faire annuler » la compétition.

De son côté, Amnesty international, avec deux autres ONG, Human Rights Watch et FairSquare, a opté pour la pression sur les sponsors et la Fifa. Objectif : la mise en place d'un fonds d'indemnisation des travailleurs migrants d'un minimum de 420 millions d'euros (soit, symboliquement, la somme totale que recevront les équipes pour leur participation). Quatre entreprises (AB InBev/Budweiser, Adidas, Coca-Cola et McDonald's) ont déjà affiché leur soutien au principe.

Comme il n'y a pas de VAR pour la mauvaise foi, certaines communes invoqueront erronément qu'Amnesty international n'appelle pas au boycott pour justifier qu'ils diffuseront les matchs sur écran géant. « On ne se prononce pas sur le boycott et on ne dit pas aux gens s'ils doivent regarder la Coupe du monde ou pas », précise François Graas, responsable du plaidoyer pour Amnesty Belgique. « On est en discussion depuis des années avec les autorités du Qatar et la Fifa. Si on avait prôné le boycott, on n'aurait pas eu accès à ces discussions. Cela nous a permis de discuter sur le fond du sujet. Ce qu'on dit aux gens qui ne boycotteront pas l'événement, les politiques, les fédérations, les joueurs, les entreprises, c'est d'en profiter pour porter un message. Ce qui peut être compatible avec la participation à l'événement. » C'est, par exemple, ce qu'a choisi de faire l'équipe australienne dans une vidéo. La seule du genre côté sportif.

Coiffés au poteau par le Qatar pour l'obtention du tournoi en 2010, les Etats-Unis ont été à la pointe du combat judiciaire pour dénoncer une attribution présumée frauduleuse. Plusieurs joueurs et certaines fédérations (comme le Danemark, dont les joueurs porteront un maillot noir en signe de deuil) ont protesté sans appeler au boycott. Questionné sur le sujet lors d'une conférence

de presse, Roberto Martinez n'a jamais changé sa ligne de conduite : « Le boycott n'est pas une solution. On pense toujours qu'on peut apporter quelque chose de positif en faisant la Coupe du monde au Qatar. Le football peut apporter des changements. »

Au bal des hypocrites...

Pour le reste, au bal des hypocrites, on a parfois beaucoup regardé ses chaussures, dénoncent plusieurs observateurs. Sous la pression de l'opinion publique et des médias, certains Etats et la Fifa ont dû cesser de faire la sourde oreille. De guerre lasse, la Fédération française de football (la France est le deuxième pays dans lequel le Qatar investit le plus en Europe, derrière le Royaume-Uni) s'est engagée à financer des ONG de défense des droits humains. De nombreuses villes, en Belgique et en Europe, ont aussi brandi l'argument des droits de l'homme pour ne pas installer d'écran géant. Mais souvent, ce « boycott » se nourrit dans la réalité économique de la crise énergétique.

« En ce sens, les médias ont joué un rôle très important dans la campagne de sensibilisation », relève Lukas Aubin. « Entre 3 et 4 milliards de personnes, on verra, regarderont l'événement. De ce fait, les thèmes qui y sont associés vont toucher autant de ces personnes. Cela

peut participer à la sensibilisation d'une partie de la population à la cause écologique ou des droits humains. Il y aura un avant et un après-Mondial dans les consciences collectives. Est-ce que cela sera suivi d'effets, je n'en suis pas certain. Mais, clairement, cela va devenir très compliqué pour la Fifa et d'autres instances internationales d'organiser des événements sportifs dans des lieux improbables. »

Le boycott total, arme à double tranchant

« Je ne pense pas que le boycott total soit la bonne solution », explique Lukas Aubin (Iris). « Cela pourrait aussi être très mal perçu par le Qatar et sa population. C'est la première Coupe du monde dans un pays musulman. C'est aussi la première fois que les populations africaines vont pouvoir se déplacer pour y assister. Toutes ces questions de boycott sont d'ailleurs très mal perçues en Afrique du Nord. On y décèle une expression de la domination occidentale, sa dimension moralisatrice et une forme de racisme. Attention de ne pas tout mélanger : les enjeux climatiques et des droits humains sont importants, mais il y a une dimension culturelle qu'il faut aussi appréhender. Cela passera par une rencontre entre les peuples, au risque de créer une rupture totale avant même que l'événement ne se tienne. Cela ne fera pas avancer la cause des travailleurs au Qatar. Il faut aussi faire preuve de diplomatie. »

Ce que, d'ailleurs, les dirigeants européens ont bien intégré : « N'oublions pas qu'il y a des enjeux derrière : le Qatar, c'est du gaz pour les cent prochaines années », conclut, cyniquement, le chercheur.



Lors de la 17^e journée de D1A, les supporters d'Anderlecht et de Charleroi ont aussi désavoué le Mondial au Qatar. © BELGA ET PHOTO NEWS.

CE WEEK-END DANS LE SUPPLÉMENT LÉNA



OCEAN VIKING
« Les naufragés à bord ne comprenaient pas pourquoi l'Europe les ignorait de la sorte »



PATTI SMITH
« Chez moi, il n'y a pas de liberté de parole pour la haine »



INFRASTRUCTURES
Comment elles façonnent notre environnement tout en se faisant oublier